

Le Front National *(troisième partie)*



Publié le 2 mars 2016

3- Le Programme politique et social

Nous avons souligné plus haut la double composante du FN. A la lumière de cette distinction, il devient simple d'analyser son discours, et l'ambiguïté de son programme.

3.1 Le FN et l'Etat

Dans sa dernière vitrine, le FN fait l'apologie d'*« ...un État fort et stratège qui aiguillonne notre pays vers l'innovation, la prospérité et assure son rayonnement ...»*

Mais, camouflés derrière cette posture électoraliste, les dangers que représente le programme du FN pour une véritable République Sociale apparaissent clairement. Car il s'agit uniquement de renforcer les services de police et l'armée, de réduire le

rôle de la justice à sa fonction répressive et de mettre les fonctionnaires aux ordres. Jamais le FN ne propose de solutions pour répondre aux besoins sociaux sauf quand il désigne – de façon obsessionnelle – l'étranger comme le responsable de tous nos maux. Dans une perspective républicaine et sociale, renforcer l'État n'a de sens que dans le cadre strict de la séparation des pouvoirs et au service de la démocratie citoyenne. Mais pour le FN c'est simplement l'occasion de neutraliser tous les contre-pouvoirs, notamment ceux qui se sont construits à travers la décentralisation. À cet égard les déclarations de Mme le Pen, contre *« ...la fuite en avant des collectivités locales ...»* sont significatives : elle ne cesse de fustiger leurs dépenses qu'elle juge excessives et déplore un nombre pléthorique de personnels.

3.2 Le FN, la dette et l'euro.

Concernant la dette publique de notre pays, le FN reprend aussi quelques revendications qui semblent partagées par l'électorat populaire : la restauration de la banque de France dans ses prérogatives monétaires et l'abrogation de la loi de 1973 qui interdit à l'État d'emprunter à cette même banque de France, ainsi que la sortie *« concertée »* de l'euro.

Mais ces outils de politique nationale n'ont d'intérêt que s'ils sont mis au service du salariat des classes populaires. Et sur ce chapitre c'est le néant. Rien n'est dit sur la nécessité de l'annulation des plans d'austérité qui resteraient en place pour le plus grand profit des marchés financiers. Rien n'est dit sur le nécessaire défaut partiel de cette dette illégitime et sur sa restructuration. Rien n'est dit sur l'impérieuse nécessité de démanteler les marchés financiers, de supprimer le marché obligataire spéculatif et de procéder à la nationalisation du secteur bancaire. Il s'agit donc bien de faire miroiter des outils politiques mais en se gardant bien de menacer la moindre part des intérêts des classes dirigeantes appuyés sur l'ordre néo-libéral. La réalité est que le FN ne veut pas annuler la dette et qu'il souhaite rembourser les marchés financiers et les spéculateurs. En toute logique républicaine, la création monétaire de 100 milliards d'euros par an évoquée par le FN devrait être dévolue aux investissements d'avenir de la France : les logements, les écoles, les services publics, les infrastructures, la recherche et le développement . Or, Madame le Pen propose de les donner aux marchés financiers qui depuis plus de vingt ans spéculent et s'enrichissent sur l'endettement public !

Concernant l'euro, on trouve la même ambiguïté dans le discours frontiste. Sur le site du FN on peut lire que la sortie de l'euro *« ...doit se préparer avec nos partenaires européens. Le couple franco-allemand doit jouer ce rôle moteur dans cette concertation et cet arrêt programmé de l'expérience de l'euro. .. Bien préparée, concertée avec les autres nations européennes, la fin ordonnée de l'euro est la condition de la renaissance économique de la France »* On voit ici, dans cette présentation, que les cadres du FN mentent aux Français en pariant que d'autres pays accepteront de sortir de l'euro à brève échéance. Aucun gouvernement en effet n'a émis et soutenu sérieusement cette éventualité et l'épisode de la crise grecque a démontré au contraire l'acharnement coupable avec lequel les institutions européennes ont défendu cette monnaie, n'hésitant pas pour cela à plonger tout un pays dans une crise économique en passe de se transformer en véritable crise humanitaire. Ici encore, derrière la vitrine d'une préoccupation sociale se cache le futur renoncement devant les

intérêts oligarchiques. Car la seule perspective crédible pour redonner à la France sa souveraineté monétaire est le scénario d'une sortie - certes solidement préparée sur le plan technique et politique pour éviter des peurs qui ne manqueront pas d'être entretenues par l'ordre dominant - mais une sortie rapide et unilatérale.

3.3 Le FN et la protection sociale

En cette matière, Mme Le Pen attrape dans sa campagne tout ce qui peut lui ramener des électeurs ! Aussi elle a copié une grande partie des revendications syndicales ainsi que des éléments du programme du Front de Gauche ou d'une association comme ATTAC. Son programme est donc un vrai feu d'artifice dans lequel on augmente les salaires, les budgets de la défense et de la justice, mais aussi les retraites et les remboursements des soins…le tout devant être financé par des droits de douane et des économies sur l'immigration qu'elle chiffre à 60 milliards d'euros. Tout ceci n'est pas sérieux. Selon une étude réalisée par le ministère des affaires sociales en 2010, l'immigration est loin d'être une source de déficit pour les comptes publics. En 2009 les immigrés ont reçu de l'État environ 50 milliards d'euros (retraites, R.S.A., allocations sociales, santé…) et, dans le même temps, ont contribué aux ressources publiques (Impôt sur le revenu, impôts sur la consommation, cotisations sociales, etc.) pour environ 60 milliards d'euros. Le solde était donc positif de plus de 10 milliards d'euros.

On a vu récemment Pierre Gattaz, le patron du MEDEF, exprimer ses craintes en comparant le programme du F.N à celui de l'union de la gauche de 1981. Mais dans le même temps, il y avait une quarantaine de patrons sur la liste de Mlle Marechal-le Pen et le président du groupe Michelin s'entretenait paisiblement avec le premier de la liste FN de la région Auvergne-Rhône-Alpes… La réalité est que le FN, aujourd'hui comme hier, est un allié permanent du grand patronat et s'aligne sur ses positions. Ainsi le FN prône l'allégement des cotisations sociales et pour les retraites le renvoi de la prise en compte de la pénibilité à des négociations, branche par branche, qui ouvre la voie à de fortes inégalités entre secteurs d'activité. Le programme du FN c'est aussi la précarisation générale du travail, la privation de cantine scolaire pour les enfants de chômeurs, le refus de la construction de HLM et l'abolition de la loi SRU*, le refus de la hausse du smic, le refus de l'encadrement des loyers etc…Évidemment, de la part du FN, c'est le silence absolu sur l'explosion des profits spéculatifs et des dividendes qui sont la véritable cause des déficits de la Sécurité Sociale. Pour ceux qui auraient encore des illusions rappelons ici le commentaire de Mme le Pen lors du mouvement contre la réforme des retraites en 2010 *: « ...Les syndicats jettent la France dans le chaos… La tolérance zéro doit s'appliquer à tous ces émeutiers ...».*

3.4 Le FN et les femmes

Animé d'une subite préoccupation familiale, le FN veut instituer un revenu parental à partir du 2ème enfant. Il ne s'agit évidemment pas d'une mesure protectrice pour le droit de femmes mais d'une incitation au retour au foyer pour les mères. Cette régression sociale est à mettre en parallèle avec d'autres mesures préconisées par le FN et qui rappellent les relents nauséabonds de l'esprit de Vichy *« Travail – Famille - Patrie ».* Ainsi le FN avant de se rétracter très récemment par pur souci électoraliste, avait déclaré la guerre au planning familial, proposé de remettre en cause le droit à

l’avortement et fait du déremboursement de l’I.V.G. un axe de campagne.

Note : La loi SRU impose notamment aux communes un minimum de 20% de logements sociaux.